

2007-2012 : LA FRANCE AU MIROIR EUROPÉEN

7 / Activité

8 / Emploi

11 / Revenus

12 / Finances publiques

13 / Environnement

Le quinquennat de Nicolas Sarkozy s'achève. Pour en dresser le bilan, il y a plusieurs méthodes : on peut comparer les réalisations avec les engagements de 2007 ou encore analyser ce qui a changé par rapport à la période antérieure. Nous avons choisi une troisième voie : comparer les performances de l'économie française sur cette période avec celles de ses voisins européens. Les cinq dernières années ont été marquées - nul ne l'ignore - par une crise d'une exceptionnelle gravité. Nicolas Sarkozy rappelle fréquemment que la France s'en serait mieux sortie que le reste de l'Europe (grâce à son action, bien sûr). La réalité est plus complexe.

Un bilan en demi-teinte

La France a certes évité jusqu'ici le sort peu enviable de la Grèce, de l'Espagne ou de l'Irlande, mais elle fait moins bien que nombre de ses voisins. Et pas seulement par rapport à l'Allemagne : la résistance de l'économie belge constitue, par exemple, un cas intéressant (et instructif). De plus, si la France a, c'est vrai, relativement bien résisté à la crise, c'est malgré l'action de Nicolas Sarkozy plutôt que grâce à elle... L'importance des dépenses publiques et de la protection sociale, que le chef de l'Etat n'avait pas encore eu le temps de remettre vraiment en cause quand la crise a éclaté, a en effet notablement contribué

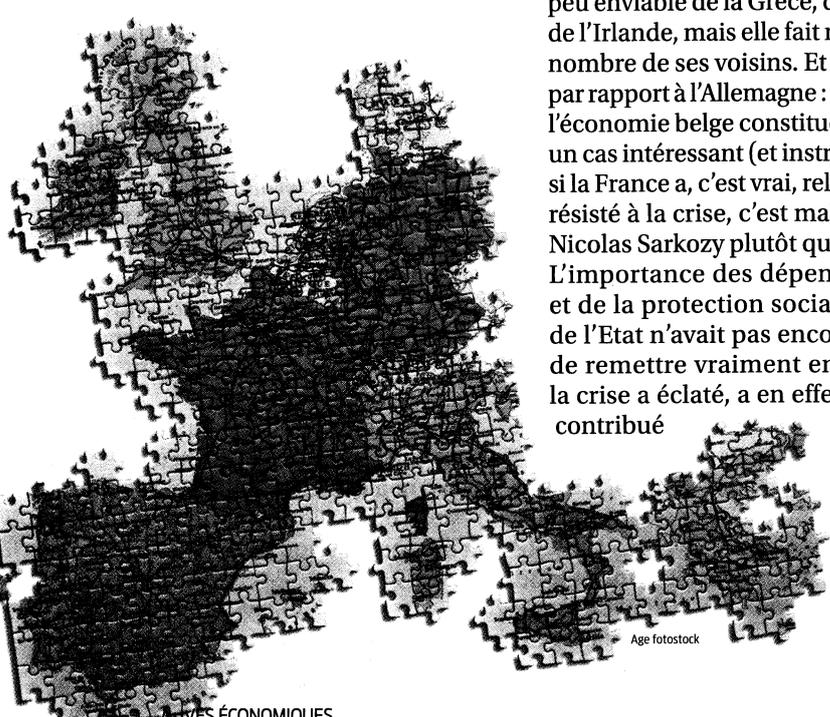
à amortir le choc. Cela a notamment évité un bond de l'épargne de précaution, comme ce fut le cas en

Irlande et au Royaume-Uni, où ce phénomène a aggravé de manière importante la récession.

Le recul de l'emploi a été également moins marqué en France que dans beaucoup d'autres pays européens. Mais, encore une fois, cette évolution ne doit pas grand-chose à l'action de Nicolas Sarkozy. La situation aurait même pu être meilleure si son gouvernement n'avait pas continué à subventionner massivement les heures supplémentaires et à supprimer des emplois publics. Ou s'il avait réellement relancé les emplois aidés. Si l'emploi a malgré tout nettement moins baissé en France qu'en Espagne ou en Irlande, c'est à cause de la relative rigidité du marché du travail hexagonal et grâce... aux 35 heures : elles ont en effet donné beaucoup plus de flexibilité aux entreprises pour s'adapter à ce genre de situation sans devoir licencier. Il y a cependant un terrain sur lequel l'action de Nicolas Sarkozy a laissé une marque significative : les inégalités. D'après les données d'Eurostat, la France est en effet, avec l'Espagne, l'un des pays d'Europe où elles ont le plus progressé pendant la crise.

Pour l'avenir, l'économie française paraît cependant très fragilisée avec des comptes extérieurs qui plongent dans le rouge, une rentabilité des entreprises dégradée et des finances publiques asphyxiées par les baisses d'impôts consenties aux entreprises et aux plus aisés. Tandis que la production des biens publics indispensables pour l'avenir (santé, éducation, recherche...) est menacée par une rigueur excessive et mal menée. Pour ne rien arranger, malgré le Grenelle de l'environnement, le retard de la France s'est encore accentué depuis cinq ans vis-à-vis de ses voisins en matière d'économies d'énergie et d'énergies renouvelables. ■

GUILLAUME DUVAL



Age fotostock